

Le budget—M^{me} McDonald

M. Riis: Monsieur le Président, je voudrais répliquer aux observations du député de Selkirk—Interlake (M. Holtmann) qui a signalé certaines dispositions du récent budget présenté au Manitoba. Permettez-moi de citer un article publié dans le *Globe and Mail* de ce matin où il est dit:

Dans son exposé budgétaire présenté à l'Assemblée législative hier soir, le ministre des Finances, Eugene Kostyra, a dit que les mesures étaient destinées à contourner le régime fiscal fédéral qui, selon lui, regorge de déductions, d'exemptions, d'exclusions et d'échappatoires.

Mon honorable ami de Selkirk—Interlake doit savoir que le Canada est le seul pays au monde qui exonère de l'impôt un gain en capital jusqu'à concurrence de 500 000 \$ de toute provenance possible, que ce soit des gains réalisés à la Bourse de Hong Kong ou ailleurs. L'auteur de l'article au sujet du ministre des finances du Manitoba ajoute ceci:

Il a déploré que, depuis 1981, les budgets fédéraux aient alourdi de 695 le fardeau fiscal des familles ayant un revenu de 25 000 \$, tout en réduisant de 2 677 \$ celui des familles gagnant 150 000 \$.

Pour que les choses soient parfaitement claires, je rappelle que les budgets fédéraux présentés par le gouvernement conservateur accordaient des dégrèvements fiscaux aux hauts salariés tout en alourdissant les charges fiscales des familles canadiennes ordinaires. Or le gouvernement néo-démocrate du Manitoba cherche à rétablir l'équilibre à cet égard. Le gouvernement fédéral a si bien accablé financièrement les Manitobains, et les habitants de l'Ouest en général, que les gouvernements du Yukon et du Manitoba ont dû drôlement se démener pour se sortir de ce pétrin. Le député de Selkirk—Interlake a rappelé—et je m'en réjouis—que, fort heureusement, le Manitoba était gouverné par des néo-démocrates, car autrement la situation aurait été désespérée.

Je voudrais que la députée de Broadview—Greenwood (M^{me} McDonald) m'explique brièvement une observation qu'elle a faite à diverses reprises dernièrement au sujet d'un certain nombre de mesures économiques que l'actuel gouvernement a mises en oeuvre et qui ont provoqué l'élargissement des disparités salariales opposant les travailleurs aux travailleuses du Canada. Depuis un certain temps, il est encore plus difficile de favoriser la parité salariale entre les hommes et les femmes. Je voudrais que la députée nous explique ce qu'elle entendait par là.

Mme McDonald: Monsieur le Président, c'est bien à regret que je fais cette triste constatation. C'est la première année que Statistique Canada signale une augmentation réelle de l'écart salarial entre hommes et femmes. Les députés épris de justice pour l'ensemble de nos concitoyens et pour les femmes au travail s'irritent de la lenteur des progrès réalisés sur ce chapitre. Ces progrès se mesuraient au compte-goutte. C'était parfois à peine un point de pourcentage, mais au moins, la situation évoluait favorablement. Voilà maintenant que cette tendance extrêmement laborieuse est renversée. L'une des raisons est sans aucun doute l'impossibilité pour les femmes d'accéder à des emplois plus payants. Le syndrome du ghetto professionnel se poursuit. Bien des femmes sont confinées à des emplois à temps partiel faute de pouvoir obtenir des emplois à plein temps. Cependant, nous remarquons que des compressions sont pratiquées dans les secteurs où les femmes avaient le plus progressé naguère. Je songe à la fonction publique qui en employait beaucoup. C'est dans le secteur public qu'elles ont

accompli le plus de progrès, dans les services et dans les professions féminines. C'étaient de bons emplois. Les femmes étaient bien défendues par les syndicats. Elles ont fait des gains remarquables sur le plan professionnel depuis 10 ou 20 ans. Mais le gouvernement sabre dans les secteurs d'emploi où les femmes ont le mieux réussi, ce qui fait qu'elles commencent maintenant à perdre du terrain.

• (1700)

M. Redway: Monsieur le Président, j'ai écouté les observations de la députée. Elle a critiqué sévèrement le budget, l'approche économique du gouvernement, sa politique budgétaire, ses initiatives concernant l'emploi, ses dépenses et sa politique fiscale. Je sais bien que la députée siège dans l'opposition. Bien sûr, le rôle de l'opposition est de critiquer, de prendre le contre-pied, de n'être jamais d'accord avec le gouvernement. Mais l'opposition a une autre fonction qui consiste à présenter des solutions de rechange positives et constructives aux politiques du gouvernement, lorsqu'elle est sincèrement persuadée que l'approche gouvernementale est mauvaise et critiquable.

Au récent congrès néo-démocrate, je pense que son chef a adopté une position très constructive quand il a dit que ce qu'il faut au pays ce sont de nouveaux emplois. Il a déclaré que le Nouveau parti démocratique en ferait un des thèmes des prochaines élections fédérales.

J'aimerais entendre la députée dire autre chose que des généralités, qu'il faut de nouveaux emplois et que ce que le gouvernement fait est mauvais. Bien que le chômage ait baissé de façon considérable depuis deux ans et demi, que les taux d'intérêt aient baissé considérablement depuis deux ans et demi et que le déficit annuel des dépenses ait baissé de façon très considérable et qu'il continue de baisser, la députée dit que notre approche est mauvaise et que c'est autre chose qu'il faudrait faire. J'aimerais l'entendre nous donner des précisions. Qu'est-ce que le Nouveau parti démocratique ferait pour régler le problème du chômage tout en continuant de réduire le déficit, ou peut-être de le maintenir à son niveau actuel sans l'augmenter, espérons-le? Qu'est-ce que le NPD ferait au juste à cet égard?

Mme McDonald: Monsieur le Président, je suis très heureuse de cette question. Bien sûr, je pourrais y répondre pendant un très long moment, mais je sais que ce n'est pas possible.

Le Nouveau parti démocratique a exposé et continue d'exposer de façon très positive et concrète des solutions de rechange. La dernière fois que nous l'avons fait, c'est dans un document très conséquent intitulé *Canada sans limites*, qui exposait notre stratégie de création d'emplois. Il énonçait toutes sortes de systèmes. Il y en a des pages. Je ne peux pas entrer dans les détails en ce moment mais il y avait, par exemple, les dépenses d'infrastructure municipales. Il y avait également l'idée lancée par la Fédération canadienne des municipalités d'une injection de crédits dans toutes sortes d'améliorations aux routes, aux égoûts et aux parcs. Il y avait également des fonds de diversification locale pour les petites villes à industrie unique, afin qu'elles créent des emplois et que les bénéficiaires tirés des villes exploitant des ressources naturelles soient réinvestis afin de créer des emplois au titre des retombées dans ces collectivités. Il y est question d'élargissement des services, par exemple un